

"Opération Belvédère" dans L'Humanité (26 juin 1990)

Légende: A l'occasion de la campagne présidentielle pour la succession du général Jaruzelski en Pologne, le quotidien communiste français L'Humanité commente le 26 juin 1990 la discorde grandissante entre Lech Walesa, premier secrétaire de Solidarnosc et ses anciens compagnons de route.

Source: L'Humanité. Organe Central du Parti Communiste Français. 26.06.1990. Paris.
http://www.humanite.fr/1990-06-26_Articles_-OPERATION-BELVEDERE. "Opération Belvédère",
auteur:Piérot, Jean-Paul.

Copyright: (c) L'Humanité

URL:

http://www.cvce.eu/obj/operation_belvedere_dans_l_humanite_26_juin_1990-fr-458bd4c7-d023-4fce-b1b9-8c2a5f619882.html

Date de dernière mise à jour: 14/10/2015



Opération Belvédère

Lech Walesa de plus en plus contesté par ses anciens amis. 63 dirigeants de son mouvement dénoncent son autoritarisme. La campagne pour la succession du général Jaruzelski est ouverte.

Ironie de l'histoire, la rupture qui vient d'éclater au sein de Solidarité intervient presque jour pour jour un an après son écrasante victoire aux dernières élections législatives de Pologne. Auréolé de gloire, Lech Walesa venait de Gdansk pour négocier à Varsovie avec le président Jaruzelski l'organisation du futur pouvoir politique et caressait déjà l'espoir de venir s'installer au Belvédère, la résidence des chefs d'États polonais.

Ce rêve n'a jamais quitté depuis lors l'ancien électricien des chantiers Lénine qui fait monter la pression contre ses anciens amis aujourd'hui au gouvernement. Alors qu'en principe le mandat du général Jaruzelski ne prend fin qu'en 1995, la campagne électorale a bel et bien commencé pour un scrutin qui pourrait être avancé à l'an prochain.

Lundi, le ministre Aleksander Hall, chargé dans le cabinet Mazowiecki des relations avec les partis politiques, a déclaré devant plus de deux cents responsables locaux de Solidarité qu'en dépit de «l'estime» qu'il portait à Walesa, il ne pensait pas qu'il soit «un bon président de la République». La veille, au cours de la réunion du comité civique du mouvement, certains propos avaient été encore moins amènes à l'égard de celui qui en avril dernier avait été réélu président de Solidarité par 77 % des 469 délégués. Wladyslaw Frasnyniuk, un ancien proche de Walesa, qui préside le comité régional de Wroclaw, a reproché au numéro un de l'organisation d'avoir fait du comité civique (la branche électorale du syndicat) une «cour pour un despote».

La fronde avait été déclenchée par 63 responsables qui ont demandé dans une lettre la dissolution du comité civique, cette structure constituée en 1988 comme cabinet fantôme à l'époque où le Parti ouvrier unifié (POUP) dirigeait encore le gouvernement. Parmi les signataires, on relève aussi les noms de Bronislaw Geremek, président du groupe parlementaire, d'Adam Michnik, rédacteur en chef de «Gazeta» que Lech Walesa a sommé en vain, récemment, de démissionner, Zbigniew Bujak, Jacek Kuron.

Au centre de la discorde, les ambitions et l'autoritarisme de Lech Walesa, qui se démène beaucoup actuellement pour tenter de torpiller l'action du premier ministre Mazowiecki, en qui il voit un sérieux concurrent. Dans une interview au Monde (10 juin 1990), Walesa soutenait Mazowiecki... comme la corde soutient le pendu. «Je vais continuer à le soutenir parce qu'il ressemble à la Pologne. Fatigué, exténué, déformé, il a du mal à respirer (...) En tant que syndicaliste, ajoutait-il, je vois les choses différemment et sur certains points je suis totalement en désaccord. Mais dans la plupart des cas je serai pour lui, car il fait de son mieux».

Mercredi dernier, dans les colonnes de «Gazeta », Lech Walesa a enfoncé le clou de ses ambitions et de la conception qu'il a du rôle d'un président polonais. «Je ne veux pas devenir président de la république mais je suis obligé de l'être». L'homme est véritablement investi d'un destin de sauveur de la patrie. Il sera «un président à la hache». Il faut «secouer tout ce beau monde de Varsovie». Quant au professeur Geremek, autre présidentiable possible, «il ne sent pas la politique». Dès maintenant, il faut «couper les tentacules de certains qui vont trop loin». « Pour faire de l'ordre », Walesa assure qu'il provoquera «un orage, une guerre au sommet.»

Le problème, c'est que les anciens lieutenants de Lech Walesa ont pris goût à l'exercice du pouvoir. Ils entendent voler de leurs propres ailes et nourrir les espoirs les plus hauts en matière de carrière politique.

Ces turbulences, qui agitent le vaisseau de Solidarité, ne sont pas sans rapport avec la recomposition du paysage politique polonais dans un contexte d'aggravation des conditions de vie de la population. Walesa préconise l'émergence d'un pluralisme politique. Lui-même se définit de centre-droit. Il parraine un nouveau parti, l'union du centre. Même si sa popularité n'est plus au zénith, Lech Walesa demeure l'expression d'une droite catholique et populiste. Le clivage s'approfondit entre ce courant et l'aile réformiste, d'inspiration social-démocrate, libérale, de Kuron, Michnik et Geremek. Ceux que Walesa

accusent d'être des représentants de la « gauche laïque ». Le grand absent de cette vie politique, c'est un véritable parti de gauche depuis le sabordage du POUP. Aux élections municipales du mois de mai, le successeur du POUP, la Social-Démocratie de la République de Pologne, s'est pour ainsi dire anéantie avec un score de... 0,3 %

Les risques de conflits, voire d'explosion sociale, sont plus grands que jamais. Le programme économique appliqué par le gouvernement sous la houlette du Fonds monétaire international a coûté 30 % de pouvoir d'achat aux travailleurs en quelques mois. Le nombre de chômeurs atteindra vraisemblablement le million avant la fin de cette année. Si l'approvisionnement, hier si mauvais, s'est grandement amélioré, l'accès aux marchandises est plus difficile pour la majorité des gens, ajoutant ainsi aux frustrations. Lech Walesa, en politicien madré, voudrait jouer sur le mécontentement, le détourner à son profit, avec un seul objectif : le Belvédère.